

Bulletin inter -OP de la Région des Grands-Lacs, 61ème édition, Octobre 2014



Munyagisenyi, producteur agricole de Mahoko au Rwanda dans le district de Rubavu. Il est membre d'Imbaraga de l'Ouest. Professionnel dans la culture de la banane, il fait ses 3ha de cette culture actuellement menacée par le Wilt bactérien en RDCongo.

En collaboration avec ISAR il est parvenu à produire des bons rejets de la banane.

Et actuellement dans son champs on peut y apercevoir des régimes de banane pesant 258kg. Il les a exposés lors de la Foire Financière Agricole qu'avait organisée Agri-pro-focus Rwanda à Gisenyi.

Ce bulletin est produit et publié dans le cadre d'un projet de la *Coopération des Organisations Paysannes de la Région de Grands-Lacs pour la professionnalisation de l'Agriculture* Financement du Collectif Stratégies Alimentaires, CSA de la Belgique.

Et sous la coordination de la FOPAC NK Vous pouvez retrouver ce bulletin sur le site web de la FOPAC NK www.fopacnk.org

Cette publication est de l'appui financier et technique de CSA



FOPAC SK

Nzabirinda Isaac, fier de produire la semence de la pomme de terre

La semence de la pomme de terre se produit déjà localement dans une ville Rwandaise. Et la région, intéressée s'y approvisionne. Ce qui va réduire à 50 % la carence de la semence dans la région des grands lacs.

Ce quinquagénaire, a eu la chance d'être visité par l'autorité de sa province madame MUKANDASIRA CARITAS, gouverneur de la province de l'Ouest à la foire agricole qui s'est tenue à GISENYI au Rwanda du 22 au 25 octobre 2014. Madame le gouverneur a été surprise de voir un habitant de sa juridiction, sans grandes études universitaires produire des semences de qualité de la pomme de terre. Nzabirinda Isaac a été attiré par RAB (Rural Agriculture Board ou conseil d'administration pour l'agriculture au Rwanda), depuis 2010. Période à laquelle il a produit sa première quantité de semence de la pomme de terre. Et de cette manière, il va de plus en plus se taper un renom dans la production de semence de ce produit agricole tant aimé dans la région. Pour se faire connaître au gouverneur, Nzabirinda Isaac, s'est présenté en disant qu'il était un habitant du district de Musanze, secteur de Kinigi en province du Nord en république Rwandaise. Précisément, dans les alentours de RUHENGARI, ville située à 96 km de Kigali et 60 km de Gisenyi, à côté de Goma, capitale du Nord-Kivu, en RD Congo. Selon lui, il a des clients de semence de la pomme de terre partout dans la région.

« En RDC par exemple, il y a IFDC, une organisation agricole de Bukavu, qui a dernièrement acheté plus de 20 000 mini tubercules de pomme de terre. A Goma, ajoute-il, en province du Nord Kivu, FOPAC Nord-Kivu, une autre organisation agricole a aussi pris plus de 15 300 mini tubercules. Et l'année passée, « COCENKI » de Butembo avait acheté 8 500 mini tubercules de semence », raconte fièrement Isaac. De cette façon, il résout à 50%, le besoin qu'avaient les populations agricultrices sur les semences de qualité de la pomme de terre. Et pourtant RAB raconte-t-il, trouvait solution à moins de 2 % de besoin de la semence de qualité. Aujourd'hui, s'il est devenu grand producteur de semence de la pomme de terre, c'est grâce aux efforts des autres producteurs qui ont adhéré à

son initiative et son endurance dans la construction du green house (pépinière ou serre), espaces réservés à la multiplication des semences.

Couteux, mais avantageux

Pour arriver à une bonne production de semence, il faut bien construire le green house de sorte que, les insectes comme ennemis, ne puissent pas pénétrer.

Après la construction, le green house peut recevoir 12 000 vitro plans, pendant qu'une seule plantule s'achète à 190FRWA soit 0,28\$ US. Dans une surface de 20 sur 12 mètres, on peut avoir la possibilité de récolter 50 à 60 000 mini tubercules. Quittée cette étape, les mini tubercules seront plantés dans les champs qui produisent 30 000 tonnes de pomme de terre par hectare.

Nzabirinda est content aujourd'hui car il gère plus de 20 green house multiplicateurs. « Finie la période pendant laquelle les producteurs se débrouillaient de leur risque et péril pour avoir la semence de bonne qualité », se réjouit-il.

Commencé son aventure dans le champ hérité de son père d'un seul hectare, Aujourd'hui, Isaac en a celui de 70 hectares qu'il réserve pour le reboisement afin, de lutter à son niveau, contre le réchauffement climatique.

Les acquis sont multiformes, mais il ne peut pas oublier son green house qui équivaut à 15 000 000 FRWA, et son entrepôt d'une valeur de 11 000 000FRWA.

Nzabirinda appelle son activité agricole « **un business** » car il a un capital de presque 2 000 000 FRWA, équivalent à 2985,07 dollars Américains. Quoique rentable se plaint Isaac, c'est un travail difficile car ayant plusieurs étapes qui nécessitent la présence d'une main d'œuvre à chacune d'elles. Commencée par la construction du green house, du dépôt des vitro plans, qui vont passer à la pré-base puis à la base pour en fin, arriver à la certification de la culture.

Devenu entrepreneur

Lui, qui a commencé singleton, gère un personnel pour le bon fonctionnement de son entreprise. Avec un personnel très réduit, mais composé de quatre pérennants : un agronome, un comptable, une sentinelle, un capitaine (un responsable de tous). Mais pendant toute la saison, renseigne-t-il, Isaac utilise une cinquantaine des personnes ayant le statut des journaliers. Père de trois enfants, dont un déjà responsable qui a fait ses études universitaires grâce à ces travaux agricoles. Pendant 24 mois, durée de toute la saison cultivable pour arriver à la dernière étape, Nzabirinda indique que, « à chaque étape on peut vendre la semence à condition de respecter les exigences du RAB ». Malgré cette rentabilité, il est exposé à certaines difficultés comme celle de l'entretien à toutes les étapes, les commandes des acheteurs de semence qui ne sont pas bien définies, pour leur préparer une quantité égale à la demande...

Ce dernier demande à tout les pays de la région de prendre l'agriculture d'une importance capitale car c'est un métier qui nourrit plus de monde.

Il est considéré comme le pilier de l'économie pilote car tous les bureaucrates après le bureau se rencontrent sur la table.

Jean Baptiste



Visite du stand de Mr. Nzabirinda Isaac par le Gouverneur de l'Ouest lors de la Foire Financière Agricole de Gisenyi

Domaine de Kahunga : Une répartition équitable des terres s'impose

Un accord a été finalement trouvé entre l'ICCN et la notabilité de Bwisha pour la redistribution d'une partie du domaine de chasse de Kahunga aux paysans producteurs agricoles. Si on peut y faire actuellement les champs, les paysans s'estiment floués par les grands producteurs qui ont créé des plantations.

A la sortie Nord de la cité de Kiwanja, on est vite frappé par les étendus des champs. On dirait des plantations de soja, de sorgho ou encore des manioc... Il y a une vingtaine d'année, cette partie appartenait encore au parc mais grâce à un plaidoyer des paysans menés par le Syndicat d'alliance paysanne, le domaine a été étendu. On peut y cultiver. L'ICCN a donné son

consentement. Les conflits terriens sont multiples surtout entre agriculteurs et éleveurs. La croissance démographique s'ajoute à toutes ces difficultés. Il a donc fallu un zonage du domaine de chasse pour l'élargir et permettre aux populations d'y cultiver des produits vivriers. Les chefs coutumiers se sont joints à la démarche. Le 15 juillet 2014, le protocole d'accord du zonage du domaine de chasse de Kahunga a



accord. " La lutte ne fut pas facile. Il a fallu se battre pour y arriver" témoigne Mr Raphael, président du Syndicat d'Alliance Paysanne. Dans le territoire de Rutshuru, dont une grande partie fait partie du parc des Virunga, accéder à la terre n'est pas facile. Les conflits ter-

riens ont été signés entre le Mwami de Bwisha et l'Institut Congolais pour la conservation de la Nature.

Les petits exploitants sacrifiés

Dans l'accord de zonage, l'ICCN a cédé 2995 hectares aux agriculteurs de Kahunga. Selon plusieurs d'entre eux, seuls les grands producteurs et les associations profitent de cet accord. "Nous les simples paysans agriculteurs, on peine. On n'a pas accès à ces terres alors que nous avons



cru que tout le monde allait avoir même une portion ..." se plaint Kalimunda Birahinda, paysan de Kahunga. Le Syndicat d'Alliance Paysanne/ Rutshuru est du même avis et dénonce la manière dont les chefs coutumiers procèdent pour octroyer les terres dans ce domaine. " Nous ne sommes pas associés à la redistribution des terres alors que nous avons débuté et participé la lutte depuis longtemps.

Ce n'est pas correct", se plaint le secrétaire exécutif du SAP. Ces accusations sont rejetées par les chefs coutumiers. Le chef de groupement Bukoma, Modeste Kabori Ngabo affirme que les espaces arables furent attribués sans discrimination à quiconque en avait fait la demande. " Je pense que ceux qui n'ont pas eu de champs doivent comprendre. On ne peut pas satisfaire tout le monde qui veut avoir un lopin de terre" confit-il. Cette situation fait que la soif des paysans ne soit pas étanchée. Malgré le bon geste de l'ICCN, la demande des terres arables est toujours d'actualité.

Jean Baptiste

RENDEZ-VOUS A LA REUNION DU COS

La réunion du COS aura lieu à Goma au Nord-Kivu du 10 au 14 novembre 2014 sous l'organisation de la LOFEPACO. Selon les termes de référence, sont concernés 20 personnes dont 14 conviées à la réunion et 6 autres qui s'ajouteront pour la participation d'un atelier sur l'emploi-environnement. Cette réunion poursuit les objectifs ci-dessous

1. Partager et échanger avec les membres du COS le bilan narratif et financier du projet régional;
2. Analyser ensemble les grandes orientations et activités de l'année 2015 ;
3. Evaluation de la mise en œuvre de la suite réservée aux plans de suivi de l'atelier en suivi-évaluation tenu au Burundi en juillet 2014 ;
4. Partager l'état d'avancement de l'étude d'analyse des lois régissant les marchés publics dans les pays de la Sous Région des Grands Lacs ;
5. Présentation et partage en séance des outils de capitalisation et foire exposition ;
6. Tenir l'atelier sur l'alliance environnement – emploi ;
7. Organiser une visite de terrain chez la LOFEPACO.

Pour plus d'infos , contactez madame VEA de la LOFEPACO au mail lofepacordc@yahoo.fr ou à son téléphone +243 997185105

Une nouvelle plateforme en ligne aide à réduire les pertes alimentaires grâce au partage d'information

La Communauté de pratiques mondiale sur la réduction des pertes, une initiative à l'actif des agences de l'ONU à Rome



Photo: ©FAO/Ami Vitale
Le premier forum de discussion en ligne portera sur les pertes et le gaspillage alimentaires dans la filière maïs 24 octobre 2014, Rome - Les tentatives visant à réduire les pertes alimentaires et le gaspillage de nourriture, qui représentent un tiers des aliments produits dans le monde pour la consommation humaine, peuvent désormais compter sur une nouvelle plateforme en ligne qui rassemble, pour la première fois, un éventail de ressources permettant aux acteurs concernés de partager leurs expériences et les meilleures pratiques.

Il s'agit de la Communauté de pratiques mondiale sur la réduction des pertes alimentaires qui vient d'être lancée par les trois agences de l'ONU à Rome: l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Cette plateforme en ligne s'insère dans le cadre d'un projet plus vaste en cours d'exécution par ces trois agences, financé par l'Agence suisse pour le développement et la coopération, et intitulé: Intégration des initiatives de réduction des pertes alimentaires pour les petits exploitants dans les zones à déficit vivrier.

La Communauté de pratiques mondiale sur la réduction des pertes alimentaires entend devenir la référence mondiale facilitant le partage d'information et les liens entre acteurs concernés, notamment les entités publiques, la société civile et le secteur privé.

La plateforme en question permet aux intervenants de se tenir au courant des dernières nouvelles et événements pertinents et d'avoir accès aux liens vers des bibliothèques en ligne, des bases de données et des référentiels avec leur documentation pertinente, ainsi qu'aux réseaux sociaux. Des formations en ligne et des modules d'apprentissage sur la gestion post-récolte sont également disponibles.

"Sauvegarder la nourriture c'est sauvegarder aussi les ressources utilisées pour la produire. Réduire le gaspillage et les pertes - et, en premier lieu, éviter d'en créer - devrait être une priorité pour tous", a déclaré notamment Mme Maria Helena Semedo, Sous-Directrice générale de la FAO responsable des ressources naturelles, qui commentait l'initiative des trois agences. Et Mme Semedo d'ajouter que le gaspillage et les pertes alimentaires sont d'autant plus navrants que le monde compte encore plus de 800 millions d'affamés.

De quoi nourrir deux milliards de personnes

On estime qu'environ 30 pour cent de la production alimentaire mondiale, soit 40 à 50 pour cent des tubercules, fruits et légumes, 20 pour cent des oléagineux, de la viande et des produits laitiers et 35 pour cent des produits de la pêche sont perdus ou gaspillés. Cela équivaut à environ 1,3 milliard de tonnes qui auraient pu servir à nourrir deux milliards de personnes.

M. Michel Mordasini, vice-Président du FIDA, a souligné l'importance du rôle des exploitants agricoles dans la réduction des pertes alimentaires. Ces pertes, a-t-il déploré, restent à "un niveau inacceptable et affligent les petits exploitants agricoles qui sont très vulnérables".

"Les solutions techniques disponibles doivent encore devenir accessibles et abordables pour les communautés agricoles. Je suis donc encouragé par le fait que la Communauté de pratiques mondiale sur la réduction des pertes alimentaires s'impliquera et puisera dans les connaissances des exploitants agricoles, des intervenants, des chercheurs, des agences de développement et des décideurs politiques", a dit M. Mordasini.

Pour sa part, M. Ramiro Lopes da Silva, Directeur exécutif adjoint du PAM, s'est félicité du lancement de la nouvelle plateforme en indiquant par ailleurs qu'une initiative du PAM en solo pour la réduction des pertes post-récolte profitait actuellement à 16 000 familles de petits exploitants agricoles en Ouganda, l'objectif étant de réduire ces pertes de 70 pour cent chez les exploitants.

"Grâce à la Communauté de pratiques mondiale, nous avons hâte de partager expériences et meilleures pratiques avec d'autres organisations engagées dans des efforts semblables", a déclaré M. Lopes da Silva.

Une référence mondiale

En accédant à la plateforme, il est possible de rester informé sur les programmes et projets relatifs à la réduction des pertes alimentaires et la gestion post-récolte, notamment l'Initiative mondiale de réduction des pertes alimentaires et du gaspillage, SAVE FOOD.

Les intervenants pourront également participer à des forums de discussion en ligne, modérés par un expert et dont le premier se tiendra jusqu'au 13 janvier 2015 et couvrira les pertes alimentaires de la filière maïs: niveau des pertes, causes et solutions.

La plateforme en ligne est actuellement disponible en anglais, français et espagnol.

Des projets pilotes

Le projet Intégration des initiatives de réduction des pertes alimentaires pour les petits exploitants dans les zones à déficit vivrier envisage un certain nombre d'autres réalisations en plus de la plateforme en ligne. Il s'agit de projets pilotes pour l'amélioration de la manutention et du stockage dans les chaînes de valeur des céréales et des légumineuses au profit des petits exploitants agricoles dans plusieurs pays notamment le Burkina Faso, l'Ouganda et la République démocratique du Congo.

In <http://www.fao.org/news/story/fr/item/262635/icode/>

ICYIMANIZANYE Clémentine, une femme qui s'investit dans l'entrepreneuriat semencier

ICYIMANIZANYE Clémentine est née en 1979.



Elle est mariée et mère de 2 enfants. Elle habite le village Kiyovu, Cellule Kanyefurwe, Secteur Nyakiliba, District Rubavu, Province de l'Ouest. Elle est détentrice d'un diplôme de forestière A2 obtenu en 2006. Depuis 2009 jusque 2011, elle était technicienne agronome de la coopérative des producteurs agricoles IMPUZABAHINZI dans le cadre du CIP. Elle dispose d'une terre de 2 ha de superficie et chaque saison elle loue une superficie de 1 ha. Elle cultive le haricot, le maïs, la pomme de terre et les légumes (carottes, choux, oignons et autres). Comme élevage, elle a deux vaches. Les revenus qu'elle



gagne de l'agriculture lui ont permis d'ouvrir depuis mars 2014 une boulangerie dans le cantre de négoce de Mahoko. Elle a bénéficié de plusieurs formations dispensées par les partenaires comme BAIR et RAB sur l'entrepreneuriat semencier. En mars 2014, elle a introduit sa demande d'agrément au RAB comme multiplicateur des semences de pomme de terre. Elle attend la réponse du RAB. Les variétés de pomme de terre qu'elle multiplie actuellement sont KIRUNDO, T 58, GIKUNGU et MABONDO. Elle a décidé de s'investir dans l'entrepreneuriat semencier dans le cadre de mettre en pratique ce qu'elle a appris. En effet, en 2013, elle a suivi le module sur l'entrepreneuriat semencier. Pour elle, ce module était un complément de la formation des facilitateur (abafashamyumvire) sur la pomme de terre qu'elle a suivi en 2009 dans le cadre du projet IPM du MINAGRI

Sur base de son expérience sur les techniques culturales de la pomme de terre. ICYIMANIZANYE Clémentine fait les travaux de consultation dans les plantations de pomme de terre. Ses interventions sont sollicitées surtout pendant la plantation, l'application des engrais et l'application des pesticides. ICYIMANIZANYE Clémentine, encadre 11 groupes de producteurs de semences de pomme de terre rassemblant plus de 300 membres. Ils sont localisés dans différents secteurs du district de Rubavu.



gagne de l'agriculture lui ont permis d'ouvrir depuis

Semakuza Aloys, in agri-profocus Rwanda